



MICHEL BERRY (63) directeur de l'École de Paris du management

DE L'EMPLOI POUR TOUS À L'ACTIVITÉ POUR TOUS

La recherche du plein-emploi se heurte depuis des décennies aux progrès de productivité. L'économie n'a plus besoin de tout le monde pour produire et vendre. Mais nombreux sont les besoins que ne peut satisfaire le secteur marchand. Il y a là une opportunité pour assurer à chacun une activité épanouissante parce qu'utile.

POUR LUTTER contre le chômage, on se centre sur la théorie économique classique pour proposer des remèdes : croissance, compétitivité, fluidité du marché du travail. Ils amélioreraient certes l'emploi, mais seraient loin de suffire : il faut donc aller au-delà de l'économie et je tirerai parti pour cela de *L'homme inutile* de Pierre-Noël Giraud et des travaux de l'École de Paris du management (1 200 débats sur les réalités de la vie économique et sociale accessibles à www.ecole.org).

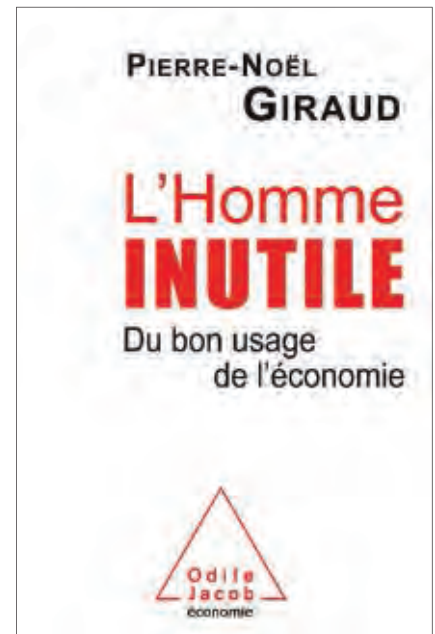
NOMADISME ET SÉDENTARITÉ

Pour éclairer les effets de la globalisation, Pierre-Noël Giraud distingue biens et services *nomades* et biens et services *sédentaires*. La production des premiers est en compétition avec celle d'autres territoires et s'ils perdent leur compétitivité, ils disparaissent. La production de biens et services sédentaires ne traverse pas les frontières et si l'un devient moins compétitif, un autre du territoire récupérera son emploi. Plus les nomades sont nombreux et vendent cher à l'international, plus ils entraînent les sédentaires dans leur prospérité.

INUTILITÉ ET EXCLUSION

Quand les nomades perdent leur compétitivité, ils se retrouvent sur le marché du travail des sédentaires et quand ces derniers ne trouvent plus à s'employer, ils tombent parmi les « inutiles ». Les « damnés de la terre » d'aujourd'hui ne sont plus les ouvriers surexploités de Zola, mais ceux à qui on dit qu'on n'a pas besoin d'eux.

« Un enjeu majeur est d'éradiquer l'inutilité »



Dans les pays riches, ils peuvent certes compter sur des mécanismes de solidarité, mais en période de crise, on les accuse de profiter du système. Pourtant ils peuvent être pris dans des « trappes d'inutilité », comme le chômeur qui ne retrouve pas de travail au bout d'un an ou le jeune dont le CV n'est guère pris en considération, même avec bac + 4. Cela crée un sentiment d'injustice, de plus en plus puissant lorsque les inutiles se multiplient et quand, par surcroît, les fractures de la mondialisation font affluer des pauvres vers les pays riches. Ainsi germent les populismes, voire les guerres civiles. Un enjeu majeur est donc d'éradiquer l'inutilité. Cela implique de développer la production nomade, mais aussi et même surtout, la production sédentaire.

SOUTENIR LES GUERRIERS DE L'ÉCONOMIE

Il est essentiel de soutenir les productions mondialisées, qui tirent les productions sédentaires et contribuent à la richesse économique du pays. Les préconisations des théories économiques sont pertinentes, même si des facteurs leur échappent (capacité d'innovation, savoir-faire, qualité du personnel et du management).

(RE)VALORISER L'ÉCONOMIE DE PROXIMITÉ

Toutefois, Pierre-Noël Giraud cite un chiffre important : la proportion des emplois nomades en France était de 27 % en 2013 (30 % en 1999). Si la production nomade contribue de façon importante à la richesse économique, elle ne représente donc qu'une faible part des emplois. L'économie sédentaire représente donc le « reste ». Je mets des guillemets car les économistes ne savent pas bien le cerner : si certaines productions sédentaires sont dans le marché, beaucoup relèvent d'un mélange entre activité dans le marché et activité hors marché.

Ce domaine va au-delà de l'activité des entreprises : administrations, éducation, santé en sont des domaines essentiels, y compris pour attirer les nomades. Ces secteurs sont pourvoyeurs d'emplois souvent nobles, mais les économistes mettent plus facilement en relief leurs coûts que leur utilité sociale.

L'économie sociale et solidaire, elle, est si difficilement lisible par référence à l'économie de marché qu'elle a été presque ignorée par les économistes et longtemps regardée de haut par les entreprises.

Pourtant des entrepreneurs s'y multiplient en créant des services qui créent de l'appétence pour tous¹.

On pourrait créer de nombreux emplois dans ces secteurs, mais à condition de modifier le regard porté sur eux : quand on dit que seules les entreprises créent de la richesse, l'emploi associatif et l'emploi public sont considérés comme non productifs, voire nuisibles. Pourtant si les

entreprises sont productrices de richesse économique, d'autres d'activités sont productrices de richesse sociale, qui est de plus en plus nécessaire dans des sociétés où le lien social se délite. Il reste à trouver les modes de financement légitimes de ces activités.

DU PARTAGE DU TRAVAIL AU PARTAGE DE LA RICHESSE

Face au chômage, on a recommandé le partage du travail, mais avec la distinction nomades-sédentaires, cela

paraît absurde. Les nomades travaillent beaucoup pour rester dans la course et ne comprennent pas qu'on les rende moins compétitifs pour des raisons de politique française dont le reste du monde n'a que faire. De plus, en les pénalisant on

appauvrit le pays. Il reste à envisager plutôt un partage des richesses pour développer des activités sédentaires, et donc à prélever sur les richesses produites par les nomades.

« Il existe dans les pays développés des partages de richesse, dont nous n'avons plus conscience »



Ce n'est pas facile puisque, s'ils sont trop ponctionnés, les nomades partent sous des cieux plus cléments. Pourtant il existe dans les pays développés des partages de richesse, dont nous n'avons plus conscience. Ainsi, le revenu basique des Pyrénées-Atlantiques est composé de 20 % d'activités productives, 20 % de salaires publics, 40 % de revenus des résidents et 20 % d'aide sociale. Les quatre cinquièmes ne dépendent pas de l'économie productive, les ordres de grandeur étant les mêmes dans les territoires non métropolitains. On sait aussi que les dépenses publiques représentent la moitié du PIB. Une importante activité est donc créée par des prélèvements volontaires et des transferts, c'est la force des pays développés. Il conviendrait donc d'en tirer parti pour produire des biens et des services vraiment utiles. Prenons deux exemples. Le premier est celui des *contrats aidés* qui font penser à la gabegie des Ateliers nationaux. Pourtant de nombreuses séances de l'École de Paris ont montré que des entrepreneurs savent tirer parti de ces contrats pour créer des activités dont l'intérêt est reconnu par tous. Le second est celui des *chômeurs* qui sont le cas le plus aberrant d'aujourd'hui. On peut tomber au chômage par accident et avoir un mal considérable à s'en sortir. C'est très déstructurant, d'autant que le « métier » d'un chômeur est de chercher un emploi qui n'existe pas (statistiquement puisque le stock ne diminue pas). S'il arrête de chercher, on le qualifie de parasite, alors qu'il est peut-être désespéré (voir le film *La loi du marché*). C'est un gaspillage gigantesque, et c'est



« *La France est à la fois un des pays les plus riches et les plus touchés par le chômage* »

pourquoi je suggère une mise à disposition de chômeurs qui le souhaitent à des activités d'intérêt général sélectionnées. Enrôlés dans des systèmes animés par des entrepreneurs exigeants, ils pourraient être utiles à la société et se reconstruire. Cela pourrait aussi motiver les gouvernements qui verraient ainsi le niveau du chômage décroître.

DE L'EMPLOI POUR TOUS À L'ACTIVITÉ POUR TOUS

C'est bien sûr impensable dans le cadre de la théorie économique classique, mais, en poussant plus loin le cadre de *L'homme inutile*, cela devient pensable. L'expérience d'ATD Quart Monde « Territoires zéro chômeur de longue

durée » va d'ailleurs dans ce sens, en attribuant les fonds qui auraient été alloués à un chômeur à une entité (entreprise ou autre) qui le salarie. L'enjeu sera de créer des activités capables de mobiliser durablement les personnes.

Il est temps de reconnaître que l'idée d'emploi pour tous est un mythe car la société n'a plus besoin de tout le monde pour assurer la production économique qu'elle est capable d'écouler. C'est un mythe nuisible car il renvoie parmi les inutiles tous ceux qui ne peuvent s'intégrer dans les dispositifs conduisant à l'emploi. Pourtant il reste des besoins considérables : l'exclusion, la solitude, le désœuvrement, l'ennui ont proliféré de façon vertigineuse et menacent même la paix civile. Il faut développer des activités pour les éradiquer. Tous peuvent y être impliqués, salariés, chômeurs, retraités, handicapés. Encore faut-il que l'activité

proposée à chacun trouve du sens à ses yeux pour que cela ne soit pas ressenti comme une contrainte humiliante.

Ce n'est certes pas un objectif simple à atteindre, mais il est plus réaliste que l'emploi pour tous, et plus stimulant. La France a toujours eu un problème avec l'économie, mais il se pourrait que ce défaut devienne un atout pour lancer une mobilisation allant au-delà de l'économique. Elle est en effet célébrée pour son art de vivre et sa culture. C'est aujourd'hui à la fois un des pays les plus riches et les plus touchés par le chômage. De nombreuses personnes de talent sont écartées des circuits économiques, ce qui crée paradoxalement une opportunité pour faire une révolution pacifique avant le séisme qu'on sent venir. ■

1. Michel Berry, « Soutenir la France qui entreprend », *La Jaune et la Rouge* n° 708, octobre 2015.